



JOURNAL DES RETRAITÉS TOUJOURS ACTIFS !

MAI 2021

ORIGINES DU 1ER MAI

A quelques jours du 1^{er} mai 1919, le gouvernement Clemenceau faisait voter la journée de huit heures, après l'avoir longtemps repoussée. Depuis près d'un siècle, la classe ouvrière luttait pour arracher une diminution de la journée de travail, que la révolution industrielle avait allongée démesurément dans toute l'Europe.

En 1866, la Première Internationale affirma que limiter la journée de travail à huit heures était « la condition préalable sans laquelle tous les efforts en vue de l'émancipation doivent échouer ». Pour les militants ouvriers les plus conscients, il s'agissait d'arracher pour les travailleurs non seulement le droit de se reposer et de se cultiver, mais aussi celui de se préparer au combat pour renverser le capitalisme.

À son congrès de fondation à Paris en 1889, la Deuxième Internationale décida d'organiser « une grande manifestation à date fixe de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en

demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail. » Le choix de la date du 1^{er} mai fut fait en hommage aux ouvriers américains qui avaient débuté le 1^{er} mai 1886 la grève générale pour les huit heures et avaient été sauvagement réprimés à Chicago.

En 1890, la préparation des grèves et des manifestations du 1^{er} mai, qui étaient illégales, créa un climat quasi insurrectionnel. Malgré la présence de milliers de soldats et de policiers pour empêcher toute manifestation, malgré la menace des patrons de ne pas reprendre les grévistes, il y eut cent mille manifestants rien qu'à Paris. Des millions d'autres allaient manifester ou tenir des meetings dans les principales villes du pays, comme dans toute l'Europe, à Vienne, Bruxelles, Copenhague ou Londres.

L'année suivante, le 1^{er} mai 1891 fut noyé dans le sang à Fourmies, dans le Nord. Le gouvernement, au service d'un patronat désireux de briser l'organisation naissante des ouvriers du textile, déploya l'armée qui tira et fit une dizaine de morts parmi les manifestants,

soulevant une énorme émotion.

Le 10 mars 1906, la catastrophe de la mine de Courrières, faisant près de 1100 morts, entraîna la colère des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, qui allaient mener une grève de deux mois et revendiquer « huit heures et huit francs » par jour de salaire. Le ministre de l'Intérieur Clemenceau envoya 20 000 soldats quadriller le bassin minier, gagnant son surnom de « premier flic de France ». La défaite de la grève n'empêcha pas la popularité de la revendication des huit heures de grandir, avec des grèves éclatant dans le bâtiment, la poste ou les métaux à l'approche du 1^{er} mai.

La CGT, qui avait été fondée en 1895, lança alors le mot d'ordre : « À partir du 1^{er} mai 1906, on ne travaille plus que huit heures ». Comme quinze ans plus tôt, Paris fut ce jour-là en état de siège, avec 60 000 hommes de troupe concentrés dans les magasins, les banques, les gares, et même aux portes des maisons de maître, ce qui renforça la panique des bourgeois. La répression fit deux morts et de nombreux blessés. Malgré les centaines d'arrestations,

dont celles des dirigeants syndicaux, les grèves continuèrent, contraignant le gouvernement à céder sur une revendication ancienne, celle d'un jour de repos hebdomadaire obligatoire, le dimanche.

Il fallut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour que la loi sur les huit heures soit promulguée par un gouvernement dirigé par ce même Clemenceau qui l'avait combattue par le passé en réprimant les grèves et en pourchassant les syndicalistes révolutionnaires.

Avec sa loi des huit heures du 23 avril 1919, le gouvernement français espérait à la fois désamorcer le mécontentement accumulé par les années de privations dues à la guerre et contenir l'élan d'enthousiasme soulevé par la Révolution russe d'octobre 1917.

LES RETRAITÉ(E)S SOLIDAIRES DES POSTIERS

(Extraits d'un des derniers tracts sur la Poste de la CgtFapt77 appelant à la mobilisation)

« *Le mécontentement, la colère sont palpables sur tous les lieux de travail et touchent l'ensemble du personnel...facteurs, chargés de clientèle, forces de vente, assistants sociaux, infirmières, encadrants, services supports c'est un malaise général qui s'est installé à la Poste. Malaise encore accentué par le mépris*

désormais ouvertement affiché des dirigeants de l'entreprise envers le personnel...

Nos salaires sont gelés, la prime d'intéressement ou les primes COVID promises par le gouvernement sont égales à zéro alors que dans le même temps les 600 cadres stratégiques de la Poste font modifier les critères d'attribution de leurs primes pour continuer à s'en mettre plein les poches, que la Banque Postale verse plus de 800 euros de prime d'intéressement à des gens qui ne font que bénéficier du boulot des conseillers financiers ».

ORANGE : L'HYPOCRISIE DE LA RÉGULATION

De nombreux usagers se plaignent d'avoir des problèmes avec leur internet. L'Arcep prétend s'occuper du problème. Les raisons sont pourtant connues depuis longtemps.

Les opérateurs font installer la fibre par des sous-traitants qui sous-traitent à un autre sous-traitant et ainsi de suite. L'empilement est tel qu'on ne sait plus qui est intervenu.

Chaque niveau permet d'atteindre des coûts de plus en plus faibles pour les donneurs d'ordre, les gros opérateurs. Ce système est général à tous les secteurs du travail, automobile... et même le nucléaire. Il n'en est pas moins révoltant venant d'opérateurs qui

font des milliards de bénéfices.

Parce qu'il n'y a pas que les installations qui souffrent, les travailleurs en bout de chaînes aussi qui sont payés à coup de lance pierre et doivent travailler à toute vitesse. Un système qui n'est pas « régulier », il est à renverser.

ORANGE : DU TEMPS POUR VIVRE

Malgré l'engouement pour l'Intelligence Artificielle et le goût pour la digitalisation à Orange il arrive toujours que les collègues soient obligés de triturer des fichiers Excel et autres applications plus au moins au point pour travailler. On a encore besoin de l'IH (Intelligence Humaine) pour faire fonctionner Orange.

Ce n'est pas que l'IA ne soit pas un progrès mais au lieu de supprimer des emplois l'IA devrait permettre de diminuer le temps de travail pour faire d'autres activités plus agréables.

